

United Nations

Nations Unies

SECURITY
COUNCIL

CONSEIL
DE SECURITE

UNRESTRICTED

S/995
13 septembre 1948
FRENCH
ORIGINAL, ENGLISH

Dual Distribution

RESOLUTION CONCERNANT UN ORDRE DE CESSER LE FEU ET UN ACCORD DE TREVE
ADOPTÉE LE 13 AOÛT 1948 PAR LA COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR L'INDE
ET LE PAKISTAN
ET CORRESPONDANCE ENTRE LA COMMISSION ET LES GOUVERNEMENTS DE L'INDE ET
DU PAKISTAN RELATIVE A CETTE RESOLUTION.

Note du Secrétaire général

La résolution et la correspondance qui suivent sont distribuées sur
la demande de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan,
transmise par télégramme le 6 septembre 1948 au Secrétaire général par
son représentant personnel auprès de la Commission.

TABLE DES MATIERES

I. Résolution adoptée par la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan lors de sa quarantième séance tenue le 13 août 1948...	3
II. Lettre du Gouvernement de l'Inde en date du 20 août 1948, en réponse à la résolution adoptée par la Commission le 13 août 1948....	6
III. Réponse au Président de la Commission à la lettre du Gouvernement de l'Inde en date du 20 août 1948.....	9
IV. Lettre en date du 20 août 1948, adressée par le Premier Ministre de l'Inde au Président de la Commission.	10
V. Lettre du Président de la Commission au Premier Ministre de l'Inde en réponse à sa lettre du 20 août 1948... ..	11
VI. Lettre et mémorandum en date du 19 août 1948 adressés au Président de la Commission par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan chargé des relations avec le Commonwealth	12
VII. Lettre du Président de la Commission en réponse à la lettre et au mémorandum du Gouvernement du Pakistan en date du 19 août 1948....	21
VIII. Lettre du Président de la Commission au Ministre des affaires étrangères du Gouvernement du Pakistan, contenant de nouveaux éclaircissements sur certains points de la résolution du 13 août 1948.....	26

- IX. Lettre en date du 6 septembre 1948 adressée au Président de la Commission par le Ministre des affaires étrangères du Gouvernement du Pakistan, chargé des relations avec le Commonwealth..... 28
- X. Lettre en date du 6 septembre 1948 adressée par le Président de la Commission par le Ministre des affaires étrangères chargé des relations avec le Commonwealth, en réponse à sa lettre du même jour..... 33
- XI. Réponse du Ministre des affaires étrangères du Gouvernement du Pakistan, chargé des relations avec le Commonwealth, à la lettre du Président de la Commission en date du 6 septembre 1948..... 34

I - RESOLUTION ADOPTÉE PAR LA COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR L'INDE
ET LE PAKISTAN LORS DE SA QUARANTIÈME SEANCE TENUE LE 13 AOUT 1948

LA COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR L'INDE ET LE PAKISTAN,
AYANT EXAMINÉ attentivement les points de vue exprimés par les
représentants de l'Inde et du Pakistan au sujet de la situation dans
l'Etat de Jammu et Cachemire, et

ESTIMANT que pour lui permettre d'aider les Gouvernements de l'Inde
et du Pakistan à effectuer un règlement définitif de la situation, il
importe de mettre rapidement fin aux hostilités et à une situation dont
le maintien risque de menacer la paix et la sécurité internationales,

DECIDE

de soumettre simultanément aux Gouvernements de l'Inde et du Pakistan
la proposition suivante :

PREMIERE PARTIE

Ordre de cesser le feu

A. Les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan conviennent que leur
Haut-Commandement respectif donnera séparément et simultanément un ordre
de cesser le feu applicable à toutes les forces placées sous leurs ordres
dans l'Etat de Jammu et Cachemire à la date la plus rapprochée possible
ou à des dates qui seront acceptées d'un commun accord dans les quatre
jours qui suivront l'acceptation des présentes propositions par les
deux Gouvernements.

B. Les Hauts-Commandements des forces de l'Inde et du Pakistan acceptent
de s'abstenir de toutes mesures qui pourraient augmenter le potentiel
militaire des forces placées sous leurs ordres dans l'Etat de Jammu et
Cachemire.

(Aux fins des présentes propositions, "les forces placées sous leurs
ordres" comprennent toutes les forces, organisées ou non, qui combattent
ou participent aux hostilités de l'un ou l'autre côté.)

C. Les Commandants en chef des forces de l'Inde et du Pakistan se réuniront
sans délai pour discuter toute modification locale des présentes
dispositions qui pourrait faciliter la suspension d'armes.

D. La Commission, si elle le juge possible, est autorisée à désigner des observateurs militaires qui surveilleront l'exécution de l'ordre de cesser le feu sous l'autorité de la Commission et avec la coopération des deux commandements.

E. Le Gouvernement de l'Inde et le Gouvernement du Pakistan acceptent de faire appel à leur peuple respectif pour qu'ils aident à créer et à maintenir une atmosphère favorable au développement de nouvelles négociations.

DEUXIEME PARTIE

Accord de trêve

En acceptant la proposition relative à une cessation immédiate des hostilités telle qu'elle est exposée dans la première partie, les deux Gouvernements acceptent également les principes suivants comme bases pour la rédaction d'un accord de trêve dont les détails seront élaboré au cours de discussions entre leurs représentants et la Commission.

A.

1) Attendu que la présence de troupes du Pakistan dans le territoire de l'Etat de Jammu et Cachemire modifie de façon considérable la situation telle qu'elle avait été exposée au Conseil de sécurité par le Gouvernement du Pakistan, ce dernier accepte de retirer ses troupes de cet Etat.

2) Le Gouvernement du Pakistan fera tout en son pouvoir pour faire évacuer, de l'Etat de Jammu et Cachemire, les membres de tribus et les ressortissants du Pakistan qui, en temps normal, ne résident pas dans cet Etat et qui y ont pénétré afin de combattre.

3) En attendant une solution définitive, le territoire évacué par les troupes du Pakistan sera administré par les autorités locales sous la surveillance de la Commission.

B.

1) Lorsque la Commission aura informé le Gouvernement de l'Inde du retrait des membres de tribus et des ressortissants du Pakistan visés à la deuxième partie A 2) de la présente résolution, mettant ainsi fin à la situation qui selon les représentants du Gouvernement de l'Inde au Conseil de sécurité, a entraîné la présence de forces indiennes dans l'Etat de Jammu et Cachemire et, de plus

lorsque la Commission aura fait savoir au Gouvernement de l'Inde que les forces du Pakistan évacuent l'Etat de Jammu et Cachemire, le Gouvernement de l'Inde acceptera de commencer à retirer par étapes le gros de ses forces de cet Etat, selon des modalités à établir après entente avec la Commission.

2) En attendant que les conditions du règlement final de la situation dans l'Etat de Jammu et Cachemire aient été acceptées, le Gouvernement de l'Inde maintiendra, en deçà des lignes existant au moment du cessez-le-feu, les forces de son armée que, d'accord avec la Commission, il considérera nécessaires pour aider les autorités locales à faire respecter l'ordre public.

La Commission placera des observateurs où elle le jugera nécessaire.

3) Le Gouvernement de l'Inde s'engagera à veiller à ce que le Gouvernement de l'Etat de Jammu et Cachemire prenne toutes mesures en son pouvoir pour faire savoir à tous que la paix et l'ordre public seront sauvegardés et que tous les droits de l'homme et les droits politiques seront garantis.

C.

1) Dès que l'accord de trêve aura été signé, le texte complet ou un communiqué renfermant les principes de cet accord tels qu'ils ont été acceptés par les deux Gouvernements et par la Commission sera rendu public.

TROISIEME PARTIE

Le Gouvernement de l'Inde et le Gouvernement du Pakistan affirment à nouveau leur désir que le statut futur de l'Etat de Jammu et Cachemire soit fixé conformément à la volonté de la population et, à cette fin, dès l'acceptation de l'accord de trêve par les deux Gouvernements, ils conviennent d'entamer des négociations avec la Commission afin d'établir des conditions justes et équitables qui permettent d'assurer la libre expression de cette volonté.

II. LETTRE DU GOUVERNEMENT DE L'INDE DU 20 AOÛT 1948
EN REPONSE A LA RESOLUTION ADOPTÉE PAR LA
COMMISSION LE 13 AOÛT 1948

Le 20 août 1948

Monsieur le Président,

Le 17 août, mon collègue le Ministre sans portefeuille et moi-même avons discuté avec vous et vos collègues de la Commission qui se trouve actuellement à Delhi, la résolution que vous nous avez communiquée le 14 courant. Le 18, j'ai eu avec vous une autre entrevue au cours de laquelle, j'ai essayé, après étude préalable mais minutieuse des propositions de la Commission, de vous exposer les hésitations et les difficultés qu'ont éprouvées les membres de mon Gouvernement et les représentants du Gouvernement du Cachemire que nous avons consultés.

Au cours des diverses conférences que nous avons tenues avec la Commission au début de son séjour à Delhi, nous lui avons exposé ce qui constituait, selon nous, l'élément fondamental de la situation qui a amené le conflit du Cachemire. Il s'agit de l'agression injustifiée - indirecte d'abord, puis directe - du territoire du Dominion de l'Inde au Cachemire par le Gouvernement du Pakistan. Ce dernier a nié les faits, bien qu'ils fussent avérés. Au cours des derniers mois, des contingents très importants de l'armée régulière du Pakistan ont encore pénétré au Cachemire sur le territoire de l'Union Indienne et se sont heurtés à l'armée de l'Inde qui y avait été envoyée pour défendre cet Etat. Nous croyons savoir que le Gouvernement du Pakistan reconnaît maintenant les faits; pourtant ce Gouvernement n'a jamais officiellement mis le Gouvernement de l'Inde au courant de cette invasion. En fait, il n'a cessé de la nier et il a évité de répondre aux demandes réitérées que lui a adressées le Gouvernement de l'Inde.

Conformément à la résolution adoptée le 17 janvier 1948 par le Conseil de sécurité des Nations Unies, le Gouvernement du Pakistan aurait dû, tant que l'affaire était pendante devant le Conseil, informer celui-ci de tout changement matériel que subirait la situation. L'invasion de l'Etat par des contingents importants de l'armée régulière du Pakistan a fait subir à la situation un changement matériel considérable; cependant à notre connaissance, le Conseil de sécurité n'en a nullement été informé.

La Commission admettra que, non seulement, la conduite du gouvernement du Pakistan est incompatible avec tous les codes de morale comme avec le droit et l'usage internationaux, mais encore qu'il en est résulté un état de choses très sérieux. Si mon Gouvernement s'est abstenu de prendre des mesures pour faire face au nouvel état de choses créé par cette incursion récente des armées du Pakistan dans l'Etat de Jammu et Cachemire, c'est uniquement parcequ'il désire ardemment éviter que le conflit ne s'étende et rétablir la paix. Bien entendu, la présence de la Commission dans l'Inde nous a fait espérer que tout arrangement patronné par elle remédierait effectivement à la situation actuelle et empêcherait toute agression nouvelle.

Depuis notre entrevue du 18 août, nous avons étudié très attentivement la résolution de la Commission. Elle contient de nombreuses clauses que nous eussions préférées différentes et plus adaptées aux faits essentiels de la situation, notamment l'agression flagrante du Pakistan contre le territoire de l'Union indienne. Nous admettons cependant, que si l'on doit faire des efforts fructueux pour réaliser des conditions satisfaisantes en vue de résoudre le problème du Cachemire en évitant toute nouvelle effusion de sang, nous nous contenterons pour le moment de nous concentrer sur certains points essentiels et de chercher à obtenir des garanties à cet égard. C'est dans cette intention que j'ai soumis à Votre Excellence les considérations ci-après :

1) L'interprétation ou l'application pratique du paragraphe A 3) de la deuxième partie de la résolution.

a) Ne devra pas mettre en doute la souveraineté du Gouvernement de Jammu et Cachemire sur la partie du territoire de cet Etat évacuée par les troupes du Pakistan,

b) Ne devra en aucune manière constituer une reconnaissance du Gouvernement dit "Azad-Kashmir",

c) Ne devra, pendant la période de trêve, permettre aucun rattachement dudit territoire au détriment de l'Etat.

2) Nous espérons que la garantie effective de la sécurité de l'Etat contre les agressions extérieures dont le Cachemire a tant souffert au cours de ces dix derniers mois revêt une signification capitale et n'est pas moins importante que le respect de l'ordre public intérieur et que, par conséquent, en effectuant le retrait des troupes de l'Inde et en fixant l'effectif des forces de l'Inde maintenues au Cachemire, il faudra nécessairement tenir compte de ce facteur primordial. Ainsi, l'effectif des forces indiennes maintenues au Cachemire devra en tout temps, suffire à en garantir la sécurité contre toute forme d'agression extérieure et de désordres intérieurs.

3). En ce qui concerne la troisième partie, si l'on décidait de chercher à résoudre le problème de l'avenir de l'Etat par voie de plébiscite, le Pakistan ne devrait en aucune manière participer à l'organisation et au fonctionnement du plébiscite, non plus qu'à aucune autre autre activité touchant à l'administration intérieure de l'Etat.

4). Si je vous ai bien compris, le paragraphe A 3) de la deuxième partie de la résolution ne prévoit pas la réalisation des conditions contre lesquelles nous élevons des objections au paragraphe 3 (1) de la présente lettre. En fait, vous avez nettement précisé que la Commission n'a pas compétence pour reconnaître, sur les régions évacuées d'autre souveraineté que celle du gouvernement de Jammu et Cachemire.

En ce qui concerne le paragraphe 3 (2), la Commission reconnaît la nécessité primordiale de la sécurité, et il incombe à la Commission et au Gouvernement de l'Inde de régler entre eux les questions suivantes : la date à laquelle commencera le retrait des forces indiennes de l'Etat, les étapes de ce retrait et l'effectif des forces indiennes qui demeureront sur le territoire de l'Etat.

5). Enfin, vous avez admis que la troisième partie, telle qu'elle est rédigée, ne reconnaît nullement au Pakistan le droit de jouer un rôle quelconque dans un plébiscite.

Ces précisions données, mon Gouvernement, poussé par un sincère désir de soutenir la cause de la paix et d'exalter les principes et le prestige des Nations Unies, a décidé d'accepter la résolution.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(signé) : JAWAHARLAL NEHRU

Premier Ministre de l'Inde

à son Excellence Josef KOREEL

III. RÉPONSE DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION À LA LETTRE DU
GOUVERNEMENT DE L'INDE EN DATE DU 20 AOÛT 1948

Le 25 août 1948

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 20 août 1948, concernant les termes de la résolution de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan que celle-ci vous a communiquée le 14 août 1948.

La Commission me charge de faire savoir à votre Excellence que l'interprétation de la résolution qui ressort du paragraphe 4 de votre lettre concorde avec sa propre interprétation, étant entendu qu'en ce qui concerne le point (1) (c) les habitants des territoires évacués auront toute liberté d'exercer leur activité politique légitime. A ce propos, l'expression "territoire évacué" s'entend des territoires de l'Etat de Jammu et Cachemire qui se trouvent à l'heure actuelle sous le contrôle effectif du Haut Commandement des armées du Pakistan.

La Commission me prie de faire savoir à votre Excellence qu'elle est hautement satisfaite que le Gouvernement de l'Inde ait accepté la résolution et qu'elle se félicite de l'esprit dans lequel cette décision a été prise.

Je tiens à profiter de cette occasion pour renouveler à votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Josef Korbel

Président

S.E. Le Pandit Jawaharlal Nehru,
Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères
Gouvernement de l'Inde
La Nouvelle-Delhi.

IV. LETTRE EN DATE DU 10 AOÛT 1948, ADRESSEE PAR LE PREMIER
MINISTRE DE L'INDE AU PRESIDENT DE LA COMMISSION

Le 20 août 1948

Monsieur le Président,

Je me permets de vous rappeler qu'au cours de notre entrevue du 17 août avec la Commission, je vous ai parlé assez longuement de la situation de la région montagneuse et peu peuplée qui est située dans le nord de l'Etat de Jammu et Cachemire. L'exercice de l'autorité du Gouvernement de Jammu et Cachemire sur cette région dans son ensemble n'a été ni contesté ni troublé, si ce n'est par des bandes errantes de tribus hostiles ou encore en certains lieux comme Skardu qui ont été occupés par des irréguliers ou par les troupes du Pakistan. Comme vous l'avez admis au cours de notre entrevue du 18, la résolution de la Commission ne résout ni le problème de l'administration ni celui de la défense de cette vaste région. Nous souhaitons que, quand les troupes du Pakistan et des irréguliers se seront retirées de ce territoire, l'administration des régions évacuées soit à nouveau confiée au Gouvernement de Jammu et Cachemire, et que le soin de les défendre nous incombe. (La seule exception que nous serions disposés à accepter concernerait Gilgit.) Nous devons être libres de maintenir les garnisons en des points choisis de cette région, afin d'empêcher les incursions des tribus qui ne reconnaissent aucune autorité, et aussi de garder les principales voies commerciales qui mènent de l'Etat en Asie centrale.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(signé) JAWAHARLAL NEHRU
Premier Ministre
de l'Inde

A son Excellence M. Josef Korbel
Vice-Président,
Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan,
La Nouvelle-Delhi

V. LETTRE DU PRESIDENT DE LA COMMISSION
AU PREMIER MINISTRE DE L'INDE EN
REPOSE A SA LETTRE DU 20 AOUT 1948

Le 25 août 1948

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 20 août 1948 concernant la région montagneuse et peu peuplée de l'Etat de Jammu et Cachemire dans le nord.

La Commission ne prie de confirmer qu'en raison de la situation particulière de cette région, elle ne s'est pas occupée spécifiquement de l'aspect militaire du problème dans sa résolution du 13 août 1948. Elle estime cependant que la question soulevée dans votre lettre pourrait être envisagée dans l'application de la résolution.

Veillez agréer, etc.

/s/ Josef Korbel
Président

A S. E. Le Pandit Jawaharlal Nehru
Premier Ministre et Ministre
des affaires étrangères
Gouvernement de l'Inde
La Nouvelle-Delhi

VI. LETTRE ET MEMORANDUM, EN DATE DU 19 AOÛT 1948,
ADRESSES AU PRESIDENT DE LA COMMISSION PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
DU PAKISTAN, CHARGE DES RELATIONS AVEC LE COMMONWEALTH

Le 19 août 1948

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 13 août 1948, transmettant la résolution adoptée par la Commission des Nations Unies lors de sa trente-neuvième séance, et déclarant que cette résolution vise à exposer les principes qui pourront servir de base aux discussions. Lors de notre réunion officielle, le 14 août, vous avez réaffirmé que les propositions énoncées par la résolution doivent uniquement servir de base de discussion, et vous avez aimablement proposé d'éclaircir et d'élucider tout point que ces propositions pourraient soulever.

2. Le Gouvernement du Pakistan a donné toute son attention aux propositions présentées par la Commission, mais il regrette de n'être pas en mesure d'indiquer son opinion à leur sujet avant d'avoir reçu des éclaircissements sur un certain nombre de points importants. Les questions pour lesquelles il est nécessaire d'obtenir de nouvelles prévisions sont énumérées dans le mémorandum joint en annexe. Nous serions très reconnaissants à la Commission de bien vouloir fournir les éclaircissements demandés.

3. Tout en réservant son opinion à l'égard des propositions formulées par la Commission, le Gouvernement du Pakistan désire soumettre certaines observations concernant la manière dont la Commission envisage la question de la cessation des hostilités. La Commission n'ignore pas qu'au cours des discussions que les représentants du Pakistan ont eues avec elle pendant son séjour à Karachi, du 31 juillet au 13 août, ces représentants ont déclaré que les propositions concernant la cessation des hostilités devraient être complètement séparées de toutes les autres propositions. De l'avis du Gouvernement du Pakistan, les propositions de trêve qui figurent dans la deuxième partie de la résolution de la Commission sont si étroitement liées à la solution finale de la question du Cachemire qu'il est impossible de les séparer. Les membres du Conseil de sécurité qui ont appuyé la résolution du 21 avril, ont pleinement reconnu ce fait. Le secrétaire Austin a expliqué que la résolution présentait une certaine unité et que toutes ses parties étaient liées entre elles. Par exemple, la proposition relative au retrait des membres des

tribus ne peut être appliquée que si l'on obtient satisfaction en ce qui concerne la reconstitution du gouvernement d'Etat et la création des autres conditions qui permettraient de déterminer le rattachement de l'Etat de Jammu et Cachemire à l'Inde et au Pakistan au moyen d'un plébiscite libre et impartial.

4. Le Gouvernement du Pakistan est convaincu qu'il n'existe que deux manières pratiques de régler la situation de l'Etat de Jammu et Cachemire, à savoir :

- 1) Assurer purement et simplement la cessation des hostilités, comme l'indique la première partie de la résolution de la Commission, ou
- 2) Tenter dès le début d'aboutir à une solution complète et définitive de toute la question de l'Etat de Jammu et Cachemire.

Le Gouvernement du Pakistan regrette de noter que la Commission n'a pas adopté la première solution, qui aurait mis fin immédiatement aux hostilités, et qui, dans l'atmosphère plus calme ainsi créée, aurait sensiblement augmenté les chances d'aboutir à un règlement final. Si l'on étend la portée de la résolution au-delà de la première partie, on aboutira inévitablement à mettre immédiatement en discussion l'ensemble du différend, et à retarder par conséquent la cessation des hostilités jusqu'au moment où l'on pourra s'étendre sur la solution finale de l'ensemble du problème.

Veuillez agréer, etc.

/s/ ZAFRULLA KHAN
(Zafrulla Khan)

A Son Excellence M. Alfredo Lozano,
Président de la Commission des
Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan
K/PACHI

Pièce jointe : Annexe I

ANNEXE I

MEMORANDUM SUR LES POINTS DE LA RESOLUTION DE LA COMMISSION
DES NATIONS UNIES EN DATE DU 13 AOUT 1948 QUI ONT BESOIN
D'ÊTRE PRECISES.

REMARQUE PRELIMINAIRE

1. Il a été expliqué à la Commission que seul le Gouvernement du Cachemire libre ("Azad Kashmir") peut donner à ses propres forces l'ordre de cesser le feu. Le Gouvernement du Pakistan désire être informé des mesures que la Commission a prises ou se propose de prendre en vue d'obtenir l'accord du Gouvernement du Cachemire libre au sujet des propositions qu'elle a formulées.

PREAMBULE DE LA RESOLUTION DE LA COMMISSION

2. Le préambule de la résolution de la Commission affirme que certaines conditions sont indispensables au succès des efforts de la Commission en vue "d'aider les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan à effectuer un règlement définitif de la situation." Le Gouvernement du Pakistan ne peut saisir le sens exact de cette déclaration. Le préambule de la résolution du Conseil de sécurité en date du 21 avril 1948 affirme clairement que l'Inde et le Pakistan désirent "que la question du rattachement de l'Etat de Jammu et Cachemire à l'Inde ou au Pakistan soit tranchée démocratiquement par un plébiscite libre et impartial", et invite la Commission "à offrir ses bons offices ainsi que sa médiation aux Gouvernements de l'Inde et du Pakistan en vue de rendre plus facile à ces Gouvernements, agissant tous deux de concert ainsi qu'en collaboration avec la Commission, la tâche de prendre les mesures nécessaires à la fois pour rétablir la paix et l'ordre public et pour organiser un plébiscite". Ce préambule recommande également aux deux Gouvernements certaines mesures que le Conseil "estime propres à amener la cessation des hostilités et à créer les conditions nécessaires à un plébiscite libre et impartial sur la question de savoir si l'Etat de Jammu et Cachemire doit être rattaché à l'Inde ou au Pakistan".

Il est donc clair que le différend qui existe entre les deux nations au sujet de l'Etat de Jammu et Cachemire porte sur la question de savoir "si l'Etat de Jammu et Cachemire doit être rattaché à l'Inde ou au Pakistan", et que ce différend doit être réglé par un plébiscite libre et impartial. On estime par conséquent que les mots "un règlement définitif de la situation", employés par la Commission dans le préambule de sa résolution, signifient

selon les propres termes du Conseil de sécurité, la création des "conditions nécessaires à un plébiscite libre et impartial sur la question de savoir si l'Etat de Jammu et Cachemire doit être rattaché à l'Inde ou au Pakistan". Si l'expression "un règlement définitif de la situation doit, directement ou indirectement, s'entendre dans un sens plus restreint ou plus large que la citation tirée de la résolution du Conseil de sécurité, le Gouvernement du Pakistan désire en être informé.

PREMIERE PARTIE DE LA RESOLUTION DE LA COMMISSION

3. Le Gouvernement du Pakistan ne peut comprendre quelle est la signification exacte des premiers mots du paragraphe D de la première partie de la résolution. Lorsque l'ordre de cesser le feu sera décidé, s'il l'est, la Commission se trouvera fatalement obligée de désigner des observateurs militaires pour les fins exposées dans ledit paragraphe. C'est à la Commission qu'il incombera certainement de fixer le nombre, les tâches et les fonctions de ces observateurs, ainsi que les lieux où ils devront stationner. Le Gouvernement du Pakistan désire posséder la certitude qu'il n'y a aucun doute au sein de la Commission sur le fait que, si l'on décide de donner l'ordre de cesser le feu, il faudra nécessairement que des observateurs militaires neutres désignés par la Commission et agissant sous son autorité surveillent l'exécution de cet ordre.

DEUXIEME PARTIE DE LA RESOLUTION DE LA COMMISSION

4. Dans la discussion qui s'est déroulée au Conseil de sécurité au sujet de l'Etat de Jammu et Cachemire, il a été admis que l'Inde ne désirait pas que le problème fût résolu par les armes, mais accepterait les résultats d'un plébiscite libre et impartial. Le Conseil de sécurité a reconnu que les combats dans l'Etat de Jammu et Cachemire ont éclaté à la suite de mesures militaires et d'autres mesures de répression prises par le chef de l'Etat contre ses sujets et que le seul moyen d'obtenir la cessation des combats consistait à créer des conditions qui donneraient à tous les intéressés l'assurance que la question du rattachement de l'Etat à l'Inde ou au Pakistan se réglerait au moyen d'un plébiscite libre et impartial. Au moment même où le Conseil de sécurité examinait le cas du Cachemire, l'Inde continuait de renforcer ses armées dans l'Etat de Jammu et Cachemire. Loin de mettre fin à ce renforcement le 21 avril 1948, l'Inde l'a, au contraire, poursuivi et intensifié. L'armée indienne a déclenché une grande offensive au début d'avril, amenant ainsi un changement important dans la situation. Cette offensive se poursuit toujours. L'intention du Gouvernement de l'Inde, publiquement proclamée, était d'obtenir, dans l'Etat de Jammu et Cachemire, une décision par les armes et de mettre, par là, la Commission des Nations Unies devant un fait accompli. Cette situation, non seulement mettait en danger toute la population des régions dépendant du Gouvernement du Cachemire libre et provoquait l'entrée massive de réfugiés dans le Pakistan, mais constituait encore une menace directe à la sécurité de ce pays. C'est pourquoi le Gouvernement du Pakistan se vit dans l'obligation d'installer ses troupes sur certaines positions de défense.

Aux termes du paragraphe A 1) de la deuxième partie de la résolution de la Commission, la présence de troupes pakistanaises sur le territoire de l'Etat constitue un important changement apporté à la situation telle que l'a exposée le Gouvernement du Pakistan devant le Conseil de sécurité. Il s'agit là, évidemment, d'une déclaration partielle et inexacte puisque, comme on l'a indiqué plus haut, le renforcement des troupes indiennes et le déclenchement d'une offensive générale avaient déjà sensiblement modifié la situation. Même en tant que simple constatation d'un fait et sans tenir aucun compte par exemple de la possibilité de donner suite à la proposition à laquelle cette constatation a donné lieu, les faits mentionnés plus haut, qui ont nécessité la présence de troupes pakistanaises dans l'Etat de Jammu et Cachemire, auraient dû figurer au paragraphe. Le Gouvernement du Pakistan ne voit pas la raison de cette omission.

5. Sans admettre aucunement que les propositions figurant dans la résolution de la Commission puissent constituer une base de discussion, le Gouvernement du Pakistan estime que l'on ne peut écarter l'éventualité d'une rupture de la trêve par le Gouvernement de l'Inde. Le Gouvernement du Pakistan serait en mesure de comprendre beaucoup plus facilement les diverses propositions qui figurent dans la résolution si la Commission voulait bien le mettre au courant des mesures ou des garanties qu'elle pourrait avoir en vue pour sauvegarder la sécurité du Pakistan ou de la population des régions sous le contrôle du Gouvernement du Cachemire libre contre tous nouveaux actes d'agression de la part du Gouvernement de l'Inde et des volontaires sikhs et R.S.S. En particulier, le Gouvernement du Pakistan serait heureux de savoir si la Commission a l'intention de s'assurer à cette fin les services d'une force internationale ou neutre et, dans l'affirmative, quel serait l'effectif de cette force.

6. Le paragraphe A 2) demande que le Gouvernement pakistanais convienne de faire tous ses efforts pour obtenir que les membres des tribus, etc. se retirent de l'Etat où ils ont pénétré pour combattre. La Commission n'ignore certainement pas que le Conseil de sécurité était convaincu qu'il serait impossible de persuader les membres des tribus et les autres partisans du Gouvernement du Cachemire libre de se retirer de l'Etat s'ils n'étaient pas certains que la population musulmane de cet Etat sera en sécurité et que l'on assurera les conditions nécessaires à un plébiscite libre et impartial. Le Gouvernement du Pakistan ne voit dans la résolution de la Commission aucune proposition qui vise à assurer et à garantir ces conditions. La Commission aurait-elle l'obligance d'indiquer quelles sont les mesures qu'elle s'est proposée d'adopter

pour convaincre les membres des tribus et les autres éléments intéressés que ces conditions ont été ou seront établies et qu'il n'en résultera, pour la population musulmane de l'Etat, aucun danger ou aucun dommage, même si le Gouvernement de l'Inde violait, par la suite, les clauses de la trêve ?

7. La Commission a appris que des bandes de volontaires sikhs et R.S.S. sont entrés en grand nombre dans l'Etat depuis le 15 août 1947 et ont opéré dans les régions occupées par les forces armées indiennes, se livrant à toutes sortes d'atrocités sur la population musulmane et la terrorisant. La résolution de la Commission ne contient aucune proposition suivant laquelle ces éléments doivent se retirer du territoire de l'Etat. Le Gouvernement du Pakistan désire connaître les propositions que la Commission compte formuler à cet égard.

8. Au paragraphe A 3), la Commission propose qu'en attendant une solution définitive, le territoire qui se trouve actuellement sous le contrôle du Gouvernement du Cachemire libre soit administré par ce Gouvernement sous la surveillance de la Commission. La Commission n'est certainement pas sans savoir que presque toute la population de ce territoire est musulmane et soutient complètement le Gouvernement du Cachemire libre. D'autre part, la majorité de la population du territoire placé sous le contrôle du Gouvernement de l'Inde est opposée au régime établi par ce Gouvernement. Le Gouvernement du Pakistan désirerait savoir si les raisons qui rendent nécessaires ou souhaitables de placer le Gouvernement du Cachemire libre sous le contrôle de la Commission en ce qui concerne les territoires qu'il contrôle, ne justifient pas beaucoup plus encore un contrôle de la Commission sur le régime qui existe dans les autres parties de l'Etat. Puisque la Commission se juge en mesure de prendre sous sa surveillance certains territoires, il semble qu'il n'y aurait pas en principe d'objection à ce que la Commission se charge également de surveiller l'ensemble du territoire de Jammu et Cachemire.

9. La Commission a demandé que les troupes du Pakistan se retirent de Jammu et Cachemire qui se trouvent cependant dans des régions entièrement musulmanes où elles ont été accueillies favorablement par la population locale. D'autre part, la Commission n'ignore pas les raisons sérieuses qui s'opposent au stationnement de troupes non musulmanes au milieu d'une population principalement musulmane. Le Gouvernement du Pakistan désire donc savoir pour quelles raisons il est nécessaire de maintenir, sur les territoires de Jammu et Cachemire, une partie des forces armées de l'Inde.

10. Au cas où une trêve pourrait être établie sur la base des propositions de la Commission, le Gouvernement du Pakistan serait heureux que la Commission lui fasse connaître la méthode qu'elle envisage, conformément à la conclusion du paragraphe B 1), pour assurer le retrait synchronisé et simultané, du territoire de l'Etat, des forces du Pakistan et du gros des forces de l'Inde.

11. Le Gouvernement du Pakistan désire savoir si la surveillance exercée par la Commission sur les territoires du Cachemire libre implique un contrôle quelconque sur les forces du Cachemire libre qui, selon les propositions de la Commission, doivent rester intactes. Dans l'affirmative, quel genre de contrôle la Commission envisage-t-elle d'exercer sur les forces de l'Etat, sur la milice recrutée sur place par le Cheik Abdullah et sur toutes forces armées de l'Inde qui pourront rester sur le territoire de l'Etat aux termes des propositions de la Commission ?

12. La résolution adoptée le 21 avril 1948 par le Conseil de sécurité prévoit l'utilisation des forces locales pour maintenir l'ordre public sur tout le territoire de l'Etat. La Commission estime-t-elle qu'il faudrait des forces supplémentaires pour assurer le maintien de l'ordre public sur une partie quelconque de l'Etat ? Dans l'affirmative, le Gouvernement du Pakistan désirerait savoir si la Commission envisage de demander aussi bien à l'Inde qu'au Pakistan de fournir des forces dans les conditions prévues à l'article 5 de la résolution du Conseil de sécurité en date du 21 avril 1948.

13. Les paragraphes 11, 12 et 14 de la résolution du Conseil de sécurité en date du 21 avril 1948 fixent un certain nombre de conditions concernant le rétablissement des droits civiques et politiques, y compris le retour des personnes qui ont quitté le territoire de l'Etat ou ont été forcées de s'expatrier depuis le 15 août 1947. Le Gouvernement du Pakistan désire savoir si le paragraphe B 3) de la résolution de la Commission se rapporte à l'ensemble de ces conditions et a pour but de les garantir dès que la trêve aura été établie.

TROISIEME PARTIE DE LA RESOLUTION DE LA COMMISSION

14. Les observations présentées au paragraphe 2 ci-dessus s'appliquent avec autant de force à la troisième partie de la résolution de la Commission. Le Gouvernement du Pakistan serait heureux d'obtenir certaines précisions sur cette troisième partie. On y lit que le "statut futur de l'Etat de Jammu et Cachemire sera fixé conformément à la volonté de la population" et que le Gouvernement de l'Inde et le Gouvernement du Pakistan devront "entamer des négociations avec la Commission afin

d'établir des conditions justes et équitables qui permettent d'assurer la libre expression [de cette volonté] ". On peut faire remarquer que la résolution du Conseil de sécurité, en date du 21 avril 1948, énonce plusieurs de ces conditions. Il est à supposer que les consultations entre les deux Gouvernements et la Commission auront pour but d'assurer l'application de ces conditions et l'élaboration de toutes autres conditions qui pourraient devenir nécessaires ou souhaitables.

Parmi les conditions sur lesquelles le Conseil de sécurité s'est mis d'accord, les plus importantes sont les suivantes :

- a) Le Gouvernement de Jammu et Cachemire sera réorganisé de manière que les principaux groupes politiques de l'Etat prennent part "d'une manière équitable et complète à la direction des services administratifs à l'échelon ministériel" (article 6) et que l'administration provisoire ainsi constituée soit, comme l'a déclaré le sénateur Austin, de nature "à inspirer la confiance et le respect de toutes les populations de l'Etat et à symboliser pour les populations des deux parties la neutralité officielle du Gouvernement de l'Etat" en ce qui concerne la question du rattachement à l'Inde ou au Pakistan.
- b) Le Secrétaire général des Nations Unies désignera un Administrateur du plébiscite investi de larges pouvoirs, notamment la direction et le contrôle des forces armées et de la police de l'Etat (articles 7, 8 et 9).
- c) L'Administrateur désignera des juges spéciaux chargés de régler certaines catégories de litiges (article 10).

Le Gouvernement du Pakistan suppose que la conclusion de la troisième partie de la résolution de la Commission a pour but de réaliser un accord sur la mise en oeuvre des dispositions ci-dessus, qui feraient partie des autres conditions nécessaires pour assurer un plébiscite libre et impartial sur la question du rattachement de l'Etat de Jammu et Cachemire à l'Inde ou au Pakistan.

VII. LETTRE DU PRESIDENT DE LA COMMISSION EN REPONSE A LA LETTRE ET AU
MEMORANDUM DU GOUVERNEMENT DU PAKISTAN EN DATE DU 19 AOÛT 1948.

Le 27 août 1948.

Monsieur,

Au nom de la Commission des Nations Unies, pour l'Inde et le Pakistan, j'ai l'honneur de répondre à la lettre que vous m'avez adressée le 19 août 1948 en réponse à ma lettre du 13 août 1948, ainsi qu'au mémorandum énumérant les points de la résolution de la Commission sur lesquels vous désiriez obtenir des précisions. Vous trouverez ci-joint un mémorandum dans lequel la Commission vous fournit de plus amples explications sur les points que vous nous avez demandé de préciser.

La Commission a pris bonne note de vos observations concernant la façon dont elle se propose d'aborder la question de la cessation des hostilités et reconnaît avec le Gouvernement du Pakistan qu'il serait en effet souhaitable d'obtenir une cessation inconditionnelle des hostilités. En fait, les travaux de la Commission, au cours de ses premières délibérations ont tendu vers ce but et elle a étudié de manière approfondie les problèmes en jeu. M. Lozano Vice-Président de la Commission, s'est rendu à Karachi pour s'informer du point de vue du Gouvernement du Pakistan, tandis que d'autres membres s'enquerraient des vues du Gouvernement de l'Inde à la Nouvelle-Delhi. Toutefois la présence de forces armées du Pakistan dans l'Etat de Jammu et Cachemire modifie sensiblement la situation telle que le Conseil de sécurité l'envisageait dans sa résolution du 21 avril 1948 et fait obstacle à l'exécution effective et immédiate d'un ordre inconditionnel de cesser le feu.

Après avoir pris connaissance des conditions posées par le Gouvernement du Pakistan et par le Gouvernement de l'Inde concernant la cessation des hostilités, la Commission a commencé à élaborer des propositions justes et équitables qui, à son avis, devaient recueillir l'approbation des deux parties. Pour que la cessation inconditionnelle des hostilités puisse mener à un règlement définitif, qui fera nécessairement l'objet de négociations, la Commission a recommandé de signer un accord de trêve, comme il est indiqué dans la deuxième partie de la résolution. Les dispositions de cet accord de trêve et les principes sur lesquels il se fonde, sans compromettre une cessation immédiate des hostilités visent à créer une atmosphère favorable aux consultations entre les deux Gouvernements et la Commission, au cours desquelles on pourrait se mettre d'accord sur une solution définitive et pacifique.

La Commission espère sincèrement que le Gouvernement du Pakistan, pour aboutir à un règlement satisfaisant de la situation dans l'Etat de Jammu et Cachemire et favoriser la paix et la sécurité internationales, sera en mesure de faire savoir à la Commission qu'il accepte sa résolution du 13 août 1948.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) : Josef Korbel
Président

à S.E. Mohammed Zafrulla Khan
Ministre des Affaires étrangères
et des relations avec le Commonwealth
Gouvernement du Pakistan
Karachi.

A N N E X E I

REPONSE DE LA COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR
L'INDE ET LA PAKISTAN CONCERNANT CERTAINS POINTS
CONTENUS DANS LA RESOLUTION DE LA COMMISSION
EN DATE DU 13 AOÛT 1948.

1. a) Le 18 juillet 1948, au cours d'une entrevue entre M. Alfredo Lozano et Sir Mohammed Zafrulla Khan, ce dernier a fait ressortir qu'en formulant la condition suivant laquelle la proposition relative à la cessation des hostilités devait être examinée ou approuvée par les forces du Cachemire libre, il cherchait uniquement à faire en sorte que l'on tienne compte de leurs vues, soit que des représentants du Cachemire libre se présentent devant la Commission, soit que le Gouvernement du Pakistan lui serve d'intermédiaire.
b) En réponse au questionnaire que la Commission a soumis le 4 août 1948 au Gouvernement du Pakistan, le Ministre des affaires étrangères a déclaré : "A l'heure actuelle, l'armée du Pakistan assure le commandement général...des forces de l'"Azad Kashmir".
c) Au cours de l'exposé qu'il a présenté le 9 août 1948, le Haut Commandement de l'armée du Pakistan a déclaré qu'en ce qui concernait les opérations militaires, les forces de l'"Azad Kashmir". se trouvaient sous le commandement de l'armée du Pakistan.
d) D'après ces déclarations, la Commission présume que le Gouvernement du Pakistan s'informerait de la position des autorités Azad et en tiendrait compte pour prendre une décision concernant la résolution de la Commission du 13 août 1948.
2. L'expression "un règlement définitif de la situation" a exactement la même portée que les termes de la résolution du Conseil de sécurité du 21 avril 1948 et elle est conforme à cette résolution. Cependant, la Commission n'est pas tenue de repousser une solution pacifique sur laquelle les deux Gouvernements pourraient se mettre d'accord, pourvu que cette solution reflète la volonté de la population.
3. La Commission est convaincue que pour faire observer l'ordre de cesser le feu, on aura besoin d'observateurs militaires neutres. Ces observateurs seront désignés par les Nations Unies et relèveront de l'autorité de la Commission.
4. Lorsque le Conseil de sécurité a adopté sa résolution du 21 avril 1948 qui fixe le mandat de la Commission, il était au courant de la présence

de troupes indiennes dans l'Etat de Jammu et Cachemire. Cependant, la présence de troupes du Pakistan dans l'Etat de Jammu et Cachemire modifie sensiblement la situation puisque le Conseil de sécurité n'envisage pas la présence de ces troupes dans cet Etat et que le Gouvernement du Pakistan ne l'en a pas informé. La Commission ne peut accepter la déclaration figurant dans le mémorandum de ce Gouvernement suivant laquelle l'exposé des faits que la Commission a présenté à cet égard est "partial et inexact".

5. En rédigeant sa résolution du 13 août 1948, la Commission ne s'est pas fondée, et n'a pu se fonder, sur l'hypothèse que l'une des deux parties violerait la trêve. La mise en oeuvre de la résolution présuppose la bonne foi et la coopération des deux parties.

Le Gouvernement du Pakistan sait que l'Organisation des Nations Unies ne dispose pas d'une force internationale. La Commission n'a pas prévu le recours à une force neutre. Cependant, le Gouvernement du Pakistan aura pu constater que la résolution prévoit que des observateurs militaires neutres se rendront là où la Commission le jugera nécessaire.

6. La Commission affirme à nouveau sa conviction que la bonne foi et une collaboration active de la part des deux Gouvernements sont indispensables à la mise en oeuvre de la résolution. Aux termes de cette résolution, le Gouvernement de l'Inde est tenu d'aider les autorités locales à maintenir l'ordre public dans les régions actuellement occupées par les troupes indiennes; en outre, le Gouvernement de l'Inde s'engage à veiller à ce que le Gouvernement de l'Etat de Jammu et Cachemire prenne toutes les mesures en son pouvoir pour faire connaître publiquement que la paix et l'ordre public seront maintenus et que tous les droits de l'homme et les droits politiques seront garantis.

La Commission est persuadée que la confiance dans les buts et objectifs de la résolution se trouvera accrue si les deux Gouvernements demandent à toutes les parties intéressées de créer et de maintenir une atmosphère qui permette d'arriver à une solution satisfaisante.

Dès que l'accord de trêve aura été accepté, les deux Gouvernements et la Commission pourront entamer des négociations en vue de fixer les conditions justes et équitables qui permettront à la population d'exprimer librement sa volonté.

7. En attendant l'acceptation des conditions nécessaires à un règlement définitif, les troupes indiennes aideront les autorités locales à faire respecter l'ordre public, comme il est prévu au paragraphe B 2) de la deuxième partie. Lorsque l'accord de trêve aura été accepté, on envisagera le retrait des forces dont il est question dans le mémorandum, en vue

d'appliquer les dispositions de la troisième partie et conformément à la résolution du Conseil de sécurité en date du 21 avril 1948.

8. La résolution ne prévoit pas la surveillance des territoires de l'Etat de Jammu et Cachemire autres que ceux qu'occupent actuellement les troupes du Pakistan et les forces armées placées sous leur autorité.

L'administration de ces régions reste de la compétence du Gouvernement de l'Etat.

9. Une partie des forces indiennes restera dans l'Etat de Jammu et Cachemire aux fins indiquées au paragraphe B 2) de la deuxième partie de la résolution.

10. Conformément au paragraphe B 2) de la deuxième partie de la résolution, le Gouvernement de l'Inde lorsqu'il aura été informé que les forces du Pakistan se seront retirées de l'Etat de Jammu et Cachemire, acceptera de retirer progressivement de l'Etat le gros de ses forces, selon les modalités à établir d'accord avec la Commission. Les Hauts Commandements respectifs et la Commission prendront les mesures nécessaires pour synchroniser le retrait des forces armées des deux Gouvernements.

11. Pour les forces qui doivent rester dans l'Etat de Jammu et Cachemire, la Commission n'envisage aucune autre mesure de contrôle que les dispositions prévues dans sa résolution.

12. Pour maintenir l'ordre public, la Commission n'a pas prévu l'emploi de forces armées autres que celles visées dans la résolution du 13 août 1948.

13. Le paragraphe B 3) de la deuxième partie de la résolution de la Commission relatif à l'accord de trêve n'est pas destiné à traiter des questions soulevées dans les paragraphes 11, 12 et 14 de la résolution du Conseil de sécurité en date du 21 avril 1948. Ces questions, qui ont rapport au plébiscite, se poseront logiquement lorsqu'on mettra en application la troisième partie de la résolution adoptée par la Commission le 13 août 1948.

14. La troisième partie de la résolution de la Commission demande que les deux Gouvernements affirment de nouveau leur désir que le statut futur de l'Etat de Jammu et Cachemire soit fixé conformément à la volonté de la population et qu'aussitôt après l'acceptation de l'accord de trêve, leurs représentants s'entendent avec la Commission pour fixer les conditions qui permettront à la population d'exprimer librement sa volonté.

VIII. LETTRE DU PRESIDENT DE LA COMMISSION AU MINISTRE DES
AFFAIRES ETRANGERES DU GOUVERNEMENT DU PAKISTAN, CONTENANT DE
NOUVEAUX ECLAIRCISSEMENTS SUR CERTAINS POINTS
DE LA RESOLUTION DU 13 AOÛT 1948 (S/AC.12/52).

Le 3 septembre 1948

Excellence,

Le 19 août 1948, vous avez bien voulu remettre au Ministre
A. Lozano, alors Président de la Commission des Nations Unies pour l'Inde
et le Pakistan, une lettre datée du 19 août 1948, accompagnée d'un
mémoire demandant des éclaircissements sur plusieurs points, de la
résolution adoptée le 13 août 1948 par la Commission des Nations Unies.

La Commission a répondu par sa lettre du 27 août 1948 sur les points
indiqués dans le mémoire.

En outre, les deux réunions que la Commission a tenues avec vous
les 31 août et 2 septembre, ont offert toutes possibilités d'éclaircir
davantage certains points de la résolution.

En réponse à votre requête, la Commission s'empresse de vous donner
l'interprétation suivante des points sur lesquels vous avez demandé
un complément d'explications:

- 1) Dans le paragraphe A 3) de la deuxième partie de la résolution
l'expression "territoire évacué" désigne ceux des territoires
de l'Etat de Jammu et Cachemire, qui se trouvent actuellement
sous le contrôle effectif du Haut Commandement du Pakistan,
étant entendu que la population de ces territoires aura la
possibilité de se livrer à une activité politique légitime.
- 2) La Commission affirme à nouveau que, conformément à la résolution
qu'elle a adoptée, des observateurs militaires neutres des
Nations Unies seront placés des deux côtés de la ligne de
cessation des hostilités, afin d'assurer le respect des conditions
de la trêve. En cas de violation de l'une quelconque de ces
conditions, un rapport sera adressé à la Commission et, lorsque
cette dernière, à la suite de ce rapport aura décidé qu'une
intervention s'impose, elle invitera les autorités des deux zones
à prendre les mesures voulues.
- 3) En ce qui concerne les paragraphes B 1) et 2) de la deuxième partie,
la Commission, tout en reconnaissant la nécessité urgente, pour
l'Etat de Jammu et Cachemire, d'assurer la sécurité, confirme que
l'importance minima des forces requises pour aider les autorités
locales à faire observer l'ordre public, sera déterminée par la
Commission et par le Gouvernement de l'Inde. La Commission estime

qu'elle a qualité pour recueillir l'opinion du Gouvernement du Pakistan à ce sujet.

4) Pour la troisième partie :

- a) Nous vous prions de vous reporter au paragraphe 2/ du mémorandum de la Commission qui accompagnait sa lettre du 27 août, et précisait la position de la Commission à cet égard.
 - b) La Commission s'inspirera des termes de la résolution adoptée le 21 avril 1948 par le Conseil de sécurité qui fixe les conditions du plébiscite, sous réserve de telles modifications que la Commission pourrait décider d'accord avec les Gouvernements du Pakistan et de l'Inde.
- 5) En ce qui concerne la publication, la Commission a l'honneur de vous informer qu'elle publiera, après avoir reçu les réponses des deux Gouvernements à sa résolution, le texte intégral de celle-ci et la correspondance échangée à ce sujet entre elle et les deux Gouvernements respectifs.

Veuillez agréer etc.

/s/ JOSEF KORBEL

Président

A Son Excellence Moham ed Zafrulla Khan,
Ministre des affaires étrangères
du Gouvernement du Pakistan,
Chargé des relations avec le Commonwealth,
Karachi.

IX. LETTRE EN DATE DU 6 SEPTEMBRE 1948 ADRESSEE AU PRESIDENT DE LA
COMMISSION PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DU GOUVERNEMENT
DU PAKISTAN, CHARGE DES RELATIONS AVEC LE COMMONWEALTH

Le 6 septembre 1948

M. le Président de la Commission
des Nations Unies pour l'Inde et
le Pakistan.

Karachi

Monsieur le Président,

Le Gouvernement du Pakistan a examiné très attentivement les propositions que la Commission a présentées dans sa résolution du 13 août 1948 ainsi que les explications et les précisions qu'elle a fournies ultérieurement, au cours des discussions et par écrit, sur les dispositions de cette résolution. Le Gouvernement du Pakistan est maintenant en mesure de faire connaître à la Commission ses vues sur ces propositions, compte tenu des explications et des précisions fournies par celle-ci :

2. Le Gouvernement tient en premier lieu à préciser que ces vues sont celles du Gouvernement du Pakistan et qu'à ce titre elles ne lient en rien le Gouvernement du Cachemire libre, et ne constituent nullement une expression des vues de ce Gouvernement. Le Gouvernement du Pakistan note que la Commission se propose de s'entretenir avec les représentants du Cachemire libre, conviés à titre personnel, et il ne doute pas que ces représentants fassent connaître à la Commission les vues de leur Gouvernement sur les propositions présentées par celle-ci. Le Gouvernement du Pakistan est disposé à offrir à tout moment ses bons offices en vue de persuader le Gouvernement du Cachemire libre de se ranger au point de vue adopté par le Gouvernement du Pakistan lui-même, à l'égard des propositions de la Commission. Toutefois, c'est le Gouvernement du Cachemire libre qui doit, en dernier ressort, prendre une décision à ce sujet. Comme cela a déjà été expliqué à la Commission, le contrôle politique de l'armée du Cachemire libre est exercé par le Gouvernement du Cachemire libre, qui seul est qualifié pour donner à cette armée l'ordre de suspendre les hostilités et pour négocier les termes et les conditions d'une trêve qu'elle serait tenue de respecter.

3. Il convient en outre de souligner que la lutte pour la libération du Cachemire a été commencée par le Cachemire libre actuellement représenté par le Gouvernement du Cachemire libre; ce Gouvernement doit donc nécessairement participer à tout règlement de la question du Cachemire. Ce principe est, en fait, contenu implicitement dans les propres propositions de la Commission, puisque celles-ci admettent dans divers domaines un régime de coopération entre la Commission et les autorités locales.

4. Il semble inutile de rappeler que le différend porte sur la question du rattachement de l'ensemble de l'Etat de Jammu et Cachemire au Pakistan ou à l'Inde, et que cette question doit être tranchée démocratiquement par un plébiscite libre et impartial.
5. En ce qui concerne les conditions du plébiscite, la Commission a déclaré qu'elle s'inspirerait des termes de la résolution du Conseil de sécurité en date du 21 avril 1948 dans laquelle sont exposées dans quelles conditions devrait avoir lieu un plébiscite, sous réserve des modifications que la Commission pourrait décider d'apporter, avec l'accord des Gouvernements du Pakistan et de l'Inde. Pour interpréter les termes de la résolution du Conseil de sécurité, la Commission tiendra certainement compte des explications fournies par les promoteurs de cette résolution, au cours des débats du Conseil de sécurité.
6. A la suite des explications et des précisions fournies par la Commission le Gouvernement du Pakistan croit comprendre que par la résolution qu'elle a adoptée, la Commission cherche à atteindre les objectifs ci-après :
- Premièrement - Un ordre de suspension des hostilités sera donné conformément aux propositions contenues dans la première partie de la résolution, de façon qu'il soit possible de faire cesser le combat.
- Deuxièmement - Les conditions d'une trêve, dont la Commission tient à réduire le plus possible la durée, seront fixées conformément aux propositions contenues dans la deuxième partie de la résolution de la Commission. Il est envisagé dans ces propositions que le Haut-Commandement des deux Gouvernements et la Commission détermineront pratiquement les positions que devront occuper les troupes quand l'ordre de suspension des hostilités aura été donné, et régleront le retrait similaire des forces armées des Gouvernements du Pakistan et de l'Inde, et que tous les territoires placés sous l'autorité ou le contrôle du Haut-Commandement du Pakistan, y compris Gilgit et les régions placées sous le contrôle du Cachemire libre continueront, pendant la durée de la trêve, d'être administrés par les autorités qui y exerceront un contrôle de fait au moment où l'ordre de suspension des hostilités sera donné ; il est également prévu qu'aucun fonctionnaire civil ou militaire du Gouvernement de l'Inde ou du Gouvernement de l'Etat ne recevra ou n'exercera d'autorité sur ces territoires. Les

armées du Cachemire libre ne seront pas touchées, c'est-à-dire qu'elles ne seront ni désarmées ni licenciées. La surveillance des autorités locales prévue par la Commission n'implique ni exercice d'un contrôle sur l'administration ni ingérence dans les questions administratives.

Troisièmement - On profitera de cette période pour rétablir une situation pacifique dans tous les territoires de l'Etat de Jammu et Cachemire, afin qu'il soit possible, lorsque des résultats satisfaisants auront été atteints sur ce point, de susciter immédiatement les conditions nécessaires pour préparer et tenir un plébiscite libre et impartial. Pendant cette période, la Commission examinera également, de concert avec les représentants du Gouvernement de l'Inde et du Gouvernement du Pakistan, les propositions d'addition ou de modification aux conditions exposées dans la partie B (article 6 à 15 inclus) de la résolution du Conseil de sécurité en date du 21 avril 1948.

Quatrièmement - La Commission entreprendra sans retard la préparation du plébiscite et se tiendra prête à y procéder dès que possible. Aussitôt que cela sera fait, les conditions nécessaires à un plébiscite libre et impartial seront appliquées et remplaceront les mesures en vigueur pendant la trêve qui seraient incompatibles avec lesdites conditions.

7. Le Gouvernement du Pakistan tient à souligner que le résultat du plébiscite l'intéresse et le concerne au moins autant que le Gouvernement de l'Inde, et il présume que la Commission s'efforcera constamment de créer et de favoriser à l'intérieur de l'Etat de Jammu et Cachemire, et à l'égard de celui-ci, des conditions qui mettront les deux Gouvernements dans une position absolument identique et leur donneront, strictement les mêmes avantages en ce qui concerne le plébiscite, et qui ne permettront à aucun des deux Gouvernements ni à aucune fraction de la population de l'Etat de penser que l'une des parties ou une fraction quelconque de la population a été lésée ou désavantagée, ou a bénéficié de privilèges ou d'avantages refusés à d'autres.

8. Le Gouvernement du Pakistan estime que la présence des forces armées du Gouvernement de l'Inde dans une partie quelconque de l'Etat ferait obstacle au rétablissement de la paix et s'opposerait à la création des conditions nécessaires à un plébiscite libre et impartial. Le Gouvernement du Pakistan a l'intention de continuer à insister fortement auprès de la Commission pour lui faire accepter ce point de vue.

9. La Commission se rappellera que le Conseil de sécurité était convaincu que la seule méthode efficace pour mettre fin aux hostilités au Cachemire était de donner au Cachemire libre et aux membres des tribus qui lui prêtent assistance, l'assurance nette et ferme que l'on a élaboré un plan de règlement garantissant à la population de l'Etat le droit de décider librement si elle veut que l'Etat de Jammu et Cachemire soit rattaché au Pakistan ou à l'Inde, et à cette fin le Conseil de sécurité a établi une série de conditions qui figurent dans la partie B de sa résolution du 21 avril 1948. Les considérations qui ont amené le Conseil de sécurité à adopter cette attitude sont encore plus vraies aujourd'hui. En l'absence de telles assurances, on ne peut attendre du Gouvernement du Pakistan qu'il parvienne à convaincre les membres des tribus de se retirer de l'Etat. Il est donc absolument indispensable que l'accord de trêve contienne l'acceptation par le Gouvernement de l'Inde des conditions minimum nécessaires à un plébiscite libre et impartial, qui doit décider si l'Etat de Jammu et Cachemire sera rattaché à l'Inde ou au Pakistan, conditions qui sont contenues dans la partie B (articles 6 à 15 inclus) de la résolution du Conseil de sécurité en date du 21 avril 1948 et que les promoteurs de la résolution ont exposées au Conseil de sécurité. Le Gouvernement du Pakistan pense que ces conditions peuvent être améliorées et que la Commission poursuivra certainement l'examen de la question avec les deux Gouvernements afin d'obtenir leur accord sur les dispositions complémentaires ou les modifications qui pourront lui être instamment demandées ou qu'elle pourra juger nécessaires.
10. Le Gouvernement du Pakistan n'a pas eu connaissance des explications ou précisions que la Commission a pu fournir au Gouvernement de l'Inde sur les propositions contenues dans la résolution du 13 août 1948. S'il n'a pas été donné d'explications ou de précisions, le Gouvernement du Pakistan n'a pas d'objection à formuler à ce sujet, mais si la Commission a fourni des explications ou des précisions au Gouvernement de l'Inde, il est indispensable qu'elles soient portées à la connaissance du Gouvernement du Pakistan et que celui-ci les approuve. De même, il est nécessaire que les explications et les précisions fournies par la Commission au Gouvernement du Pakistan soient portées à la connaissance du Gouvernement de l'Inde et que celui-ci les approuve. La Commission admettra qu'il est de la plus haute importance que tout accord entre les deux Gouvernements soit conclu sur la base la plus précise possible afin de ne laisser aucune possibilité de malentendu sur les questions au sujet desquelles l'accord a été réalisé. Autrement dit, il est indispensable que les deux Gouvernements se mettent d'accord en même temps sur les mêmes points et dans les mêmes termes.
11. Bien que le Gouvernement du Pakistan considère que plusieurs points des propositions de la Commission ne sont pas satisfaisants, il m'a cependant

autorisé à faire la communication suivante à la Commission, afin de faciliter le règlement de la situation qui prévaut dans l'Etat de Jammu et Cachemire et de favoriser le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Gouvernement du Pakistan accepte les propositions contenues dans la résolution de la Commission du 13 août 1948, compte tenu des explications et des précisions que la Commission lui a fournies, sous réserve que les explications et les précisions que la Commission a données au Gouvernement du Pakistan soient acceptées par le Gouvernement de l'Inde et que les explications et les précisions que la Commission a éventuellement fournies au Gouvernement de l'Inde puissent être acceptées par le Gouvernement du Pakistan, et sous réserve également que le Gouvernement de l'Inde accepte les conditions nécessaires à un plébiscite libre et impartial qui doit décider si l'Etat de Jammu et Cachemire sera rattaché à l'Inde ou au Pakistan, énumérées dans la partie B (articles 6 à 15 inclus) de la résolution du Conseil de sécurité en date du 21 avril 1948, et exposées au Conseil par les promoteurs de la résolution.

Veuillez agréer, etc.

ZAFRULLA KHAN

Ministre des Affaires étrangères

du Gouvernement du Pakistan

chargé des relations avec le

Commonwealth.

X. LETTRE EN DATE DU 6 SEPTEMBRE 1948 ADRESSEE PAR LE PRESIDENT DE LA
COMMISSION AU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
CHARGE DES RELATIONS AVEC LE COMMONWEALTH,
EN REPONSE A SA LETTRE DU MEME JOUR

Le 6 septembre 1948

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 6 septembre 1948, par laquelle vous me faites connaître la réponse de votre Gouvernement concernant la résolution de la Commission du 13 août 1948.

La Commission note que votre Gouvernement n'a pas été à même d'accepter sans réserve les propositions de la Commission telles qu'elles sont formulées dans sa résolution du 13 août 1948, et dont l'objet est d'obtenir l'accord du Gouvernement du Pakistan et du Gouvernement de l'Inde pour assurer rapidement une cessation des hostilités et rectifier des conditions dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La Commission me prie de vous faire savoir qu'elle examinera prochainement les questions soulevées dans votre lettre. Elle désire toutefois souligner que sa position a été définie officiellement dans sa note du 27 août 1948 et dans sa lettre du 5 septembre 1948, adressées toutes deux à Votre Excellence.

Veuillez agréer etc...

JOSEF KORBEL
Président

A Son Excellence Mohammed Zafrulla Khan
Ministre des affaires étrangères,
chargé des relations avec le Commonwealth
Gouvernement du Pakistan
Karachi.

XI. REPONSE DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DU GOUVERNEMENT AU
GOUVERNEMENT DU PAKISTAN, CHARGE DES RELATIONS AVEC LE COMMONWEALTH,
A LA LETTRE DU PRESIDENT DE LA COMMISSION EN DATE DU 6 SEPTEMBRE 1948

Le 6 septembre 1948

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 6 septembre 1948, par laquelle vous m'accusez vous-même réception de ma lettre du même jour, exposant les vues du Gouvernement du Pakistan sur la résolution de la Commission du 13 août 1948.

2. Je note que la Commission donne l'assurance qu'elle examinera prochainement les questions soulevées dans cette lettre.

3. Votre lettre souligne ensuite que la position de la Commission a été définie officiellement dans sa note du 27 août 1948 et dans sa lettre du 3 septembre 1948, qui m'ont toutes deux été adressées. Etant donné que votre lettre du 3 septembre ne mentionne pas d'une façon précise et complète les explications et les précisions fournies par la Commission au cours des délibérations de nos réunions des 31 août et 2 septembre 1948, je prends la liberté de vous demander si le Gouvernement du Pakistan a ou n'a pas été fondé, lorsqu'il a élaboré l'exposé de la résolution de la Commission en date du 13 août 1948, à se reporter aux explications, aux précisions et aux assurances qui ont été données verbalement par la Commission au cours de ces débats.

Veuillez agréer, etc...

ZAFRULLA KHAN
Ministre des affaires étrangères,
chargé des relations avec le Commonwealth

A Son Excellence Josef Korbel
